

Des priorités régionales émergentes

En russe, *most* signifie « pont ». Le programme de l'UNESCO sur la gestion des transformations sociales (*Management of Social Transformations* en anglais) s'occupe précisément de construire des ponts entre gouvernements et chercheurs en sciences sociales. Il s'agit de favoriser les échanges de savoirs dans les domaines les plus divers : lutte contre la pauvreté, renforcement du rôle de l'État dans le développement social, promotion de la sécurité humaine, intégration régionale et vieillissement démographique.

Le monde change plus vite que jamais. Des macro-tendances puissantes (mondialisation, avancées scientifiques et technologiques) transforment les paysages sociaux, économiques, culturels et politiques. Les conséquences sont disparates, entre sociétés comme au sein de chacune d'elles. C'est donc une responsabilité accrue qui incombe aux gouvernements : celle de gérer les transformations sociales au profit de tous leurs citoyens, par des politiques qui réduisent les risques et optimisent les bénéfices pour tous.

Des politiques efficaces supposent des savoirs solides : voilà l'idée fondamentale du programme *most* de l'UNESCO. En créant et en renforçant les liens entre chercheurs en sciences sociales et décideurs politiques, le programme joue un rôle unique. Il mobilise la matière grise des universités, des *think tanks*, des associations pertinentes de la société civile et des institutions gouvernementales au service de politiques informées, scientifiquement solides et étayées par des données empiriques.

Si chacun admet que la recherche en sciences sociales devrait être davantage prise en compte dans l'action publique, les priorités varient en pratique beaucoup d'une région à l'autre. Quand on regarde les grandes tendances sociales qui touchent les sociétés des différentes régions du monde, on voit émerger des domaines prioritaires : ceux où l'on aurait particulièrement avantage à un dialogue nourri entre sciences sociales et décideurs.

L'Afrique : se renforcer dans l'unité

Imaginons un continent dont les habitants ont en commun une expérience historique et le sentiment d'une destinée. Malgré la diversité profonde des paysages culturels et politiques, la même monnaie circule et la politique monétaire est définie par une même banque centrale. Chacun a le droit de traverser les frontières, de s'installer, de vivre et de travailler où il veut. La constitution accorde à chaque citoyen du continent les mêmes droits : chacun détient le même passeport et élit des représentants qui siègent dans la même législature régionale. Bienvenu en Afrique en 2023 !

Cette vision d'une Afrique unie, on la trouve dans le traité d'Abuja qui instaure la Communauté économique africaine, donnant ainsi corps à la volonté africaine de se transformer d'un continent d'économies distinctes – en développement ou parmi les moins avancées – à un ensemble de nations puissant et uni.

Aujourd'hui, cependant, la carte politique de l'Afrique est divisée en plus de 50 États distincts. Pourtant, les frontières souveraines que les peuples et les États africains ont reçu, dans les années 1950 et 60, des anciennes puissances coloniales offrent un cadre peu adéquat pour traiter des problèmes pressants qui font fi des frontières : l'extrême pauvreté, le conflit et l'insécurité, la transmission des maladies évitables, la dégradation environnementale.

Certes, la réalité des États souverains, fondements du système multilatéral, ne disparaîtra pas de si tôt. En revanche, il existe une solution éprouvée pour dépasser les problèmes posés par les limites de la

souveraineté : l'intégration régionale. Dans de nombreuses régions du monde, dont l'Afrique, ce processus rapproche les États souverains au sein d'unions économiques et politiques.

Comment le continent africain peut-il, grâce à l'intégration régionale, mettre fin à la pauvreté et promouvoir la sécurité humaine ? La réponse, ce sont les données empiriques qui attestent du potentiel qu'à l'intégration régionale d'optimiser les capacités des gouvernements nationaux à pourvoir aux besoins sociaux de leurs populations.

Tout d'abord, l'intégration peut donner aux États une capacité de négociation accrue dans les relations économiques, ce qui peut leur permettre d'obtenir des résultats plus favorables dans les discussions commerciales. Ensuite, la mutualisation des ressources et l'exploitation des avantages comparatifs, l'intégration régionale peut favoriser des solutions communes et l'usage optimal des ressources en tirant parti d'institutions universitaires locales susceptibles de contribuer à la production et à l'échange des savoirs.

En outre, les liens économiques et politiques créés entre les pays par l'intégration régionale peuvent exclure la violence, trop coûteuse, comme moyen de résolution des différends. C'est vital pour l'Afrique. En effet, les conflits y ont détourné les ressources qui pouvaient revenir aux efforts de développement et ont empêché les États de participer pleinement aux activités des communautés économiques régionales. Il y a des raisons empiriques de penser que des contacts politiques réguliers entre États membres d'organisations régionales favorisent la confiance mutuelle et la coopération, y compris sur les questions de sécurité. ➔

10% et **22%**

C'est la part de la population mondiale âgée de plus de 60 ans en 2005 et la part estimée en 2050.